



MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

Direction générale de la cohésion sociale

Personnes chargées du dossier :

Olivier COURSAN

Tél : 01 40 56 86 73

Mél. : olivier.coursan@social.gouv.fr

Clarita BENY (LHSS/LAM et « Un chez soi d'abord »)

Tél : 01 40 56 67 56

Mél. : clarita.beny@social.gouv.fr

Direction générale de la santé

Personnes chargées du dossier :

Malisa RATTANATRAY (addictologie)

Tél: 01 40 56 65 46

Mél. : malisa.rattanatray@sante.gouv.fr

Frédérique DOUMAT (ACT)

Tél. : 01 40 56 74 24

Mél. : frederique.doumat@sante.gouv.fr

Direction de la sécurité sociale

Personnes chargées du dossier :

Charles RIGAUD

Tél. : 01 40 56 46 15

Mél. : charles.rigaud@sante.gouv.fr

Marie-José SAULI

Tél.: 01 40 56 51 27

Mél. : marie-jose.sauli@sante.gouv.fr

Le ministre de l'économie et des finances

La ministre des solidarités et de la santé

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des
agences régionales de santé

Mesdames et Messieurs les préfets de région,
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale,
Directions régionales et départementales de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale,
Directions de la jeunesse, des sports et de la cohésion
sociale outre mer,

Mesdames et Messieurs les préfets de département,
Directions départementales de la cohésion sociale,

Directions départementales de la cohésion sociale et de
la protection des populations,

INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE N° DGCS/5C/DSS/1A/DGS/SP2/SP3/2019/126 du 24/05/2019 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2019 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et « Un chez soi d'abord ».

Date d'application : immédiate

NOR : SSAA1915496J

Classement thématique : Etablissements sociaux et médico-sociaux

Validée par le CNP le 24 mai 2019 - Visa CNP 2019-37

Visée par le SG-MCAS le 29 mai 2019

Publiée au BO : oui

Déposée sur le site circulaire.legifrance.gouv.fr : oui

Document opposable : oui

Date de déclaration d'opposabilité : 3 juin 2019

Catégorie : Mesures d'organisation des services retenues par la ministre pour la mise en œuvre des dispositions dont il s'agit.
Résumé : La présente instruction notifie les dotations régionales de dépenses médico-sociales pour les ESMS accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques pour 2019. Elle fixe les modalités de mise en œuvre des mesures nouvelles pour ces mêmes structures.
Mots-clés : ONDAM, établissements médico-sociaux pour personnes confrontées à des difficultés spécifiques, mesures nouvelles, ACT, CAARUD, CSAPA, LHSS, LAM, « Un chez soi d'abord ».
Textes de référence : Loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2019 Arrêté du 29/05/2019 fixant pour l'année 2019 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles Arrêté du 05/06/2019 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles
Instructions abrogées : néant
Instructions modifiées : néant
Annexes : Annexe 1 : Notifications régionales pour 2019 Annexe 2 : Montant maximum autorisé pour la fongibilité partielle des crédits LHSS / LAM Annexe 3 : Répartition régionale des LAM Annexe 4 : Répartition régionale des LHSS Annexe 5 : Cahier des charges national pour la création du dispositif d'ACT « Un chez-soi d'abord » comportant un logement accompagné et accueillant des personnes sans-abri présentant des pathologies mentales sévères Annexe 6 : Programmation pluriannuelle des dispositifs ACT « Un chez-soi d'abord » par région Annexe 7 : Activité de dépistage par TROD – bilan annuel de l'activité réalisée Annexe 8 : Enquête tarifaire 2019 Annexe 9 : Répartition régionale des ACT
Diffusion : Les établissements ou organismes concernés doivent être destinataires de cette instruction, par l'intermédiaire des agences régionales de santé, selon le dispositif existant au niveau régional.

L'article L. 314-3-2 du code de l'action sociale et des familles (CASF) prévoit que les ministres chargés de la sécurité sociale, de l'action sociale, de l'économie et du budget arrêtent chaque année l'objectif de dépenses correspondant au financement par les régimes obligatoires d'assurance maladie (ONDAM) des établissements et des actions expérimentales mentionnés à l'article L. 314-3-3 du même code. Ces derniers se composent des appartements de coordination thérapeutique (ACT), dont le dispositif « Un chez-soi d'abord », des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogue (CAARUD), des centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), des lits halte soins santé (LHSS) et des lits d'accueil médicalisés (LAM). Les ministres arrêtent également le montant total annuel des dépenses du secteur et sa répartition entre les dotations régionales limitatives (DRL) notifiées aux agences régionales de santé (ARS).

Le montant définitivement arrêté de l'enveloppe de crédits dédiés aux établissements et services médico-sociaux (ESMS) « spécifiques » au titre de l'année 2019 s'élève à 661,5 M€, soit un taux de progression de +6,7% par rapport à 2018. Le montant de mesures nouvelles disponible en 2019 est de 29,5 M€.

La présente instruction a pour objectif de détailler la construction des dotations régionales limitatives et de vous indiquer les évolutions et priorités d'emploi des crédits pour chacune des catégories de structures citées ci-dessus.

1. La définition des bases pérennes de tarification au 01/01/2019 : extensions en année pleine, opérations de fongibilité et mesures de reconduction

1.1. Les crédits dédiés aux extensions en années pleines

Le montant des enveloppes consacrées aux extensions en année pleine (EAP) des mesures nouvelles de 2018 s'élève à 5,29 M€. Les EAP correspondent à :

- la création de 50 places d'ACT pour 6 mois de fonctionnement, soit 0,84 M€ ;
- le financement de salles de consommation à moindre risque (SCMR) sur 6 mois, soit 0,15 M€ ;
- le renforcement des Consultations Jeunes Consommateurs (CJC) sur 6 mois, soit 0,5 M€ ;
- la mise à disposition de la Naloxone sur 6 mois, soit 0,25 M€ ;
- la création de 55 places de LHSS pour 6 mois, soit 1,15 M€ ;
- la création de 40 places de LAM pour 6 mois soit 1,48 M€ ;
- la poursuite du déploiement du dispositif « Un chez soi d'abord », soit 0,92 M€.

1.2. Les opérations de fongibilité

Le total des opérations de fongibilité au titre de l'année 2018 venant impacter la base 2019 s'établit à 1,65 M€.

1.3. Les crédits de reconduction

Les ESMS concernés par la présente instruction bénéficient en 2019 du taux de reconduction global applicable à l'ensemble du champ médico-social, soit +0,8%, ce qui représente 5,1 M€ de crédits.

Dans le cadre de la procédure budgétaire que vous mènerez avec chaque établissement, l'application de ce taux doit être modulée en fonction de la situation propre à chaque ESMS.

2. Les mesures nouvelles : renforcement des dispositifs et création de places en 2019

2.1. Structures d'addictologie

Le montant des mesures nouvelles 2019 pour les structures d'addictologie, détaillées dans l'annexe 1, est fixé à 7,4 M€ et se décline comme suit :

- **La création d'une structure médico-sociale d'addictologie à Mayotte**

Une enveloppe de 1 M€ est destinée à la création de la première structure médico-sociale de prise en charge en addictologie sur ce territoire.

- **La poursuite du déploiement des CSAPA référents en milieu pénitentiaire**

Pour garantir l'action d'un acteur de terrain en matière de prise en charge à l'intérieur des établissements pénitentiaires et lors de la sortie, le plan d'actions stratégiques 2010-2014 « Politique de santé pour les personnes placées sous main de justice » a prévu la mise en place de CSAPA référents en milieu pénitentiaire. Il s'agissait de renforcer de 0,5 ETP de travailleur social et d'1 ETP pour les établissements de plus de 500 détenus, les CSAPA qui, se trouvant à proximité des établissements pénitentiaires (EP), sont identifiés comme intervenants privilégiés de cet établissement.

Les crédits délégués prennent en compte les nouvelles ouvertures d'EP en 2018-2019.

Le renforcement concerne les CSAPA qui interviendront dans :

- les nouvelles structures d'accompagnement vers la sortie (SAS) de Bordeaux, Poitiers, Aix en Provence et Marseille (0,5 ETP par CSAPA) ;
- les nouveaux EP d' Aix Luynes et Draguignan (1 ETP par CSAPA).

Pour 2019, le coût chargé de 0,5 ETP de travailleur social a été valorisé à 23 000 €. L'affectation des crédits, d'un montant total de 0,18 M€ pour 2019, aux CSAPA référents désignés relève de la compétence de chaque ARS. Il est rappelé qu'il est nécessaire de désigner nommément un CSAPA référent pour chaque établissement, même si plusieurs CSAPA interviennent dans cet établissement.

Il vous est demandé de bien vouloir faire parvenir, pour le 15 septembre 2019 au plus tard, à la DGS, bureau SP3 (dgs-sp3@sante.gouv.fr), le nom des CSAPA référents désignés et d'indiquer le nom et la localisation des EP dans lesquels ils interviennent. Il vous est également demandé d'informer la DGS, bureau SP3, de l'ouverture de nouveaux EP ou SAS afin que des crédits soient réservés pour la mise en place de CSAPA référents.

- **La mise en place de consultations avancées de CSAPA vers les structures d'hébergement social (CHRS etc.)**

Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, vise une meilleure prise en charge des usagers de substances psychoactives qui sont en structures d'hébergement (CHRS, SU) via le développement des partenariats avec les CSAPA.

La mise en place de consultations avancées de CSAPA vise à instaurer un contact avec des populations, hébergées dans des structures d'hébergement social, ne recourant pas spontanément au CSAPA. Ces consultations se déroulent au sein des structures d'hébergements que sont les CHRS et les structures d'urgence. Elles sont réalisées par l'équipe du CSAPA en lien avec l'équipe de la structure d'hébergement et sont destinées au public de cette structure ; elles peuvent orienter vers le site principal du CSAPA. Leur mise en place repose sur un travail d'identification des structures concernées et des besoins au niveau des territoires réalisé sous l'égide des ARS.

Les crédits, alloués à hauteur de 1,2 M€, sont répartis entre ARS en fonction du nombre de CSAPA et du nombre de places d'hébergement social dans chaque région (cf. annexe 1).

Dans le cadre du suivi de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, une attention particulière sera apportée à l'utilisation de ces crédits.

- **L'amélioration de l'offre en matière de prise en charge et de réduction des risques et des dommages pour les usagers de drogues illicites**

Cette année, la priorité a été donnée au renforcement de l'offre à destination des usagers de drogues illicites. Elle s'inscrit dans le cadre :

- des priorités du Plan national de mobilisation contre les addictions 2018 - 2022 (« Améliorer l'offre en matière de réduction des risques et des dommages ») ;
- du Plan priorité prévention (élimination de l'hépatite C à l'horizon 2025) ;
- de la feuille de route « Prévenir les surdoses d'opioïdes et agir face aux surdoses ».

La répartition des 4 M€ notifiés dans le cadre de cette instruction repose sur un indicateur composite qui prend en compte pour chaque région : le nombre d'usagers injecteurs, le nombre de trousseaux de prévention distribués, le nombre d'infractions à la législation sur les stupéfiants, le nombre de patients sous traitement de substitution aux opiacés ainsi qu'un indicateur de précarité.

- **La création d'une salle de consommation à moindre risque (SCMR)**

Des crédits à hauteur d'1 M€ en année pleine ont été prévus pour permettre l'ouverture d'une nouvelle SCMR sur le territoire en 2019. Les crédits correspondant à 6 mois de fonctionnement, soit 0,5 M€, seront délégués ultérieurement en 2019 pour la réalisation du nouveau projet qui sera sélectionné.

- **Renforcement en crédits non reconductibles**

Afin de répondre à la situation de tension et aux besoins urgents de renforcement de l'offre en addictologie en Ile-de-France, 0,5 M€ de crédits non reconductibles (CNR) sont délégués de manière exceptionnelle à l'ARS Ile de France.

2.2. Appartements de coordination thérapeutique (ACT)

La Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes prévoit le renforcement du dispositif « ACT », avec 1 200 places supplémentaires pour les ACT sur 4 ans.

Au regard des besoins exprimés par les ARS, une enveloppe de 7,5 M€ est allouée pour la création / extension de 300 places d'ACT en 2019 sur neuf mois. Cette enveloppe correspond à une valorisation des 300 places sur 9 mois sur la base d'un coût annuel à la place de 33 032,6 € en métropole et de 39 509,3 € en Outre-Mer.

La répartition des crédits, d'un montant total de 7,5 M€ sur 9 mois, correspondant à ces 300 places, est détaillée en annexe 1.

Cette répartition tient compte :

- des indicateurs de précarité^[1] ;
- du nombre de personnes recensées en affection longue durée VIH, hépatites et diabète^[2] dans ces régions ;
- du taux d'équipement en ACT de chaque région.

^[1] Nombre de bénéficiaires des minima sociaux en 2015 – Source DREES.

^[2] ALD 6 « maladies chroniques actives du foie et cirrhoses », ALD 7 « déficit immunitaire primitif, infection par le VIH », ALD 8 « diabète de types 1 et 2 », données CNAMTS.

Le Plan national de santé publique et la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté prévoit la poursuite du déploiement des ACT, compte tenu de l'accroissement de la précarité et de l'augmentation de la prévalence des maladies chroniques. Ces créations / extensions s'appuient également :

- sur la Stratégie nationale de santé sexuelle 2017-2030^[3] ;
- sur la Stratégie santé pour les personnes placées sous main de justice ;
- les actions pour contribuer à l'élimination du virus de l'hépatite C en France à l'horizon 2025 ;
- la feuille de route tuberculose 2019-2023 ;
- les recommandations issues des différents plans ;
- les rapports ainsi que les enquêtes^[4] relatifs à l'hébergement, l'accompagnement et la prise en charge des patients atteints de maladies chroniques.

Ces principales mesures consistent à :

- améliorer et soutenir l'offre d'hébergement pour les personnes en situation de précarité atteintes de maladies chroniques, dont le VIH et les hépatites ;
- favoriser l'accueil et l'intégration en ACT des patients sortant de prison. Les ministères en charge de la santé et de la justice ont souhaité renforcer la continuité des prises en charge coordonnées des personnes détenues atteintes de maladies chroniques, qu'elles soient sortantes de prison, en fin de peine, ou dans le cadre d'un aménagement de peine. Au regard du grand nombre de personnes parmi ces publics n'ayant pas de domicile ou un domicile très précaire, il est nécessaire d'être attentif et vigilant quant à leur accueil et leur prise en charge en ACT. Les référents santé des directions interrégionales des services pénitentiaires (DISP) ainsi que les services départementaux des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) seront vos interlocuteurs dédiés pour faciliter l'accès des personnes sous main de justice au dispositif ACT. Les médecins des unités de soins en milieu pénitentiaire (USMP), les référents santé des DISP ainsi que les services départementaux des SPIP seront vos interlocuteurs dédiés pour faciliter l'accès des personnes sous main de justice au dispositif ACT ;
- aider aux conditions permettant un parcours vers l'autonomie des patients ;
- développer les compétences des équipes d'ACT (pratiques addictives, troubles neurocognitifs et/ou psychiatriques, accompagnement en fin de vie, personnes sortant de prison) et encourager les partenariats avec les associations, les réseaux et les structures spécialisées implantées sur le territoire ;
- permettre l'accueil des accompagnants, notamment par la mobilisation du droit commun.

Vous voudrez bien retourner l'annexe 9 complétée de façon exhaustive. Elle permet d'obtenir une vision de l'existant et de procéder à l'analyse de vos besoins. Merci de nous retourner vos envois à DGS-SP2@sante.gouv.fr et frederique.doumat@sante.gouv.fr

2.3. Lits halte soins santé (LHSS) et lits d'accueil médicalisés (LAM)

Dans le cadre de la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, 1 450 places de LHSS et LAM seront créées à horizon 2022, représentant une augmentation de 69% des places ouvertes au 31 décembre 2018. L'objectif visé est de parvenir à une couverture territoriale cohérente et équilibrée des dispositifs d'accès aux soins à destination des publics précaires.

^[3] Stratégie nationale de santé sexuelle – Agenda 2017-2030, 28 mars 2017.

^[4] Plan Cancer 3, Étude sur les dispositifs d'hébergement créés dans le champ du VIH. Plein sens (commande DGS) – octobre 2010, Rapport Prise en charge médicale des personnes vivant avec le VIH, Rapport Prise en charge des personnes infectées par les virus de l'hépatite B ou de l'hépatite C

Ainsi, il est financé en 2019 :

- 200 LHSS sur 6 mois (soit 183 jours), pour un coût de 4,2 M€ (prix de journée d'un LHSS de 115,164 €/jour/lit) ;
- 200 LAM sur 6 mois (soit 183 jours) pour un coût de 7,5 M€ (prix de journée d'un LAM de 204,168€/jour/lit).

- **Révision annuelle de la montée en charge prévisionnelle en mesures nouvelles LHSS et LAM en fonction de l'installation effective des places**

Pour permettre une installation dynamique et effective des places notifiées dans le cadre de la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté la répartition des mesures nouvelles en LHSS et en LAM est prévue sur les quatre années de mise en œuvre. Ainsi, une valeur cible de la répartition finale à fin 2022 est communiquée à titre indicatif par ARS. Dans le respect de cette enveloppe globale et du calendrier fixé dans la stratégie, la délégation annuelle des crédits relatifs aux installations de places nouvelles sera basée sur l'installation effective des places autorisées en N-1 et sur les prévisions d'installation de l'année en cours par l'ARS, en lien avec la délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté (DIPLP).

- **Fongibilité de l'enveloppe LHSS / LAM pour les régions Ile de France, Occitanie, Grand Est, Provence Alpes Côte d'Azur**

Il est expérimenté un dispositif de fongibilité partielle de l'enveloppe financière des LAM / LHSS déléguée, à hauteur de 30% maximum de l'enveloppe régionale. Cette demande avait été formulée par certaines ARS. En 2019, elle est proposée à titre expérimental pour les quatre régions suivantes, en contrepartie d'un reporting renforcé qui permettra d'évaluer l'intérêt de cette fongibilité : Ile-de-France, Occitanie, Grand Est et Provence Alpes Côte d'Azur.

Les plafonds autorisés pour cette expérimentation de fongibilité partielle de crédits sont précisés en annexe 2.

- **Clé de répartition des mesures nouvelles en LHSS et LAM**

La clé de répartition de ces mesures nouvelles tient compte de deux indicateurs qui décrivent la précarité de la population :

- la part des personnes en dessous du seuil de pauvreté monétaire à 50% de la région rapportée à la France entière (pondération : 60%) ;
- la part des places d'hébergement de la région rapportée à la France entière (pondération : 40%).

Les annexes 3 et 4 recensent, par région, le nombre de lits antérieurement financés et les mesures nouvelles 2019. Afin de consolider la visibilité de l'existant, il vous est demandé de remplir les colonnes prévues à cet effet.

Il est par ailleurs vivement recommandé de procéder à des appels à projets avec les services compétents des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), après l'analyse des besoins des territoires du ressort de l'ARS.

Vous voudrez bien retourner les annexes 3 et 4 complétées de façon exhaustive pour le 31 décembre 2020 au plus tard à l'adresse suivante : DGCS-LAMLHSS@social.gouv.fr et clarita.beny@social.gouv.fr.

2.4. « Un chez soi d'abord »

L'expérimentation « Un chez-soi d'abord » qui s'est déroulée entre 2011 et 2016 a été pérennisée par le décret n° 2016-1940 du 28 décembre 2016 qui crée un nouveau type d'ACT

« Un chez-soi d'abord » comportant un logement accompagné et accueillant des personnes sans-abri présentant des maladies mentales sévères.

Le déploiement débuté en 2018 se poursuit jusqu'en 2021 au rythme de quatre sites annuels avec une montée en charge sur trois ans pour chacun des sites.

Au titre du dispositif « Un chez soi d'abord », il est prévu une enveloppe 2019 de mesures nouvelles de 1,4 M€ répartie comme suit :

- La montée en charge des sites créés en 2018 sur 6 mois, soit une enveloppe de 0,5 M€ (déjà mentionnée dans le paragraphe relatif aux extensions année pleine) ;
- La création de 4 nouveaux sites sur 6 mois soit une enveloppe de 0,9 M€.

Il est à noter que le dispositif « Un chez soi d'abord », financé par l'ONDAM spécifique pour le volet accompagnement médico-social, bénéficie d'un cofinancement par le programme 177 pour le volet logement.

L'annexe 5 présente le cahier des charges national pour la création du dispositif ACT « Un chez-soi d'abord » modifié pour le paragraphe 8.13.

L'annexe 6 recense par région le nombre de sites financés en 2018 et les mesures nouvelles 2019. Afin de faciliter les projections 2020 et 2021 au regard de vos besoins en dispositif « Un chez-soi d'abord », il vous est demandé de remplir les colonnes prévues à cet effet.

2.5. « Un chez soi d'abord Jeunes »

Les dispositifs « Un chez soi d'abord Jeunes » proposent un logement diffus dans la cité avec un accompagnement soutenu à des jeunes sans-abri entre 18 et 25 ans présentant des troubles psychiques sévères. Ils proposent une large gamme de soutien adaptés aux jeunes qui diffèrent des dispositifs proposés pour les adultes plus âgés par la hauteur et les modalités d'accompagnement.

Il est proposé d'expérimenter sur deux territoires un dispositif « Un chez soi d'abord Jeunes » sur quatre ans soit 2019-2022.

Il est prévu une enveloppe de 1,5 M€ pour le financement en année pleine de deux sites expérimentaux pour accompagner et loger respectivement 50 jeunes.

De la même manière que pour le dispositif « Un chez soi d'abord », le dispositif « Un chez soi d'abord jeunes » financé par l'ONDAM spécifique pour le volet accompagnement médico-social bénéficie également d'un cofinancement par le programme 177 s'agissant du volet logement.

Vous voudrez bien retourner l'annexe 6 complétée de façon exhaustive pour le 31 janvier 2020 au plus tard à l'adresse suivante : clarita.beny@social.gouv.fr

3. Rapports d'activité relatifs aux structures « addictologie » et bilan annuel de l'activité de dépistage réalisée par TROD

Afin d'accélérer le circuit d'information pour la transmission des rapports d'activité prévus par les articles R. 314-49 et R. 314-50 du CASF et dans le prolongement de l'instruction cadre DGS du 21 février 2019 relative aux enquêtes de la DGS pour l'année 2019, la saisie des rapports d'activité 2019 des CSAPA ambulatoires, CSAPA avec hébergement et des CAARUD se fera par un site internet dédié (SOLEN).

Cette campagne de saisie des rapports d'activité 2019 par voie dématérialisée sera ouverte au premier trimestre 2020. Vous en serez informés par message électronique.

Par ailleurs, nous vous rappelons que conformément à l'instruction du 11 avril 2019 relative à la généralisation du dispositif de préfiguration d'éthylotest antidémarrage (EAD), les données relatives à la mise en place de ce dispositif dans les CSAPA concernés devront être recueillies dès 2019.

Il vous est demandé de transmettre les informations relatives au bilan annuel de l'activité de dépistage réalisée par TROD (annexe 7 à compléter) pour le 31 janvier 2020 au plus tard à la DGS / bureau SP3 (dgs-sp3@sante.gouv.fr et malisa.rattanatrav@sante.gouv.fr).

4. Enquête relative à la campagne de tarification pour 2019 et suivi de l'exécution des crédits

Votre attention est attirée sur la nécessité de procéder à un suivi rigoureux des dépenses engagées par vos décisions tarifaires. Sur la base de l'enquête tarifaire 2018, un nouveau modèle d'enquête vous est proposé en 2019. Composée de deux onglets, cette nouvelle version vous permettra de visualiser sur un premier onglet la tarification de l'ensemble des structures présentes sur votre territoire. Le deuxième onglet, qui se remplit automatiquement à partir de l'onglet « ESMS », vous propose une synthèse de la tarification 2019 et vous permet de suivre la consommation de votre DRL par dispositifs et grands agrégats budgétaires (actualisation, EAP, mesures nouvelles ...).

De manière à opérer un suivi régulier et affiné de la consommation de l'ONDAM spécifique 2019, vous voudrez bien retourner l'onglet « synthèse » de l'annexe 8 pour le 30 septembre 2019 et la totalité du document complété de façon exhaustive pour le 15 décembre 2019 aux adresses suivantes : DGCS-5C-TARIF@social.gouv.fr ; DGS-SP2@sante.gouv.fr ; dgs-sp3@sante.gouv.fr

Vu au titre du CNP par la secrétaire générale
des ministères chargés des affaires sociales

signé

Sabine FOURCADE

Pour les ministres et par délégation,
La directrice de la sécurité sociale

signé

Mathilde LIGNOT-LELOUP

Pour la ministre et par délégation,
Le directeur général de la cohésion sociale

signé

Jean-Philippe VINQUANT

Pour la ministre et par délégation,
Le directeur général de la santé

signé

Jérôme SALOMON

ANNEXE 1 - Notifications régionales pour 2019

Région	DRL RECONDUCTIBLES			OPERATION DE PERIMETRE	DRL DEBUT DE CAMPAGNE
	DRL au 13/06/2018 (1)	Régularisation non reconductibles (2)	DRL au 31/12/2018 (3) = (2-1)	Opérations de fongibilité (4)	DRL au 01/01/2019 (5) = (3+4)
GRAND EST	48 616 688 €		48 616 688 €		48 616 688 €
NOUVELLE AQUITAINE	46 768 613 €		46 768 613 €		46 768 613 €
AUVERGNE RHONE-ALPES	53 490 216 €		53 490 216 €		53 490 216 €
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	22 581 636 €		22 581 636 €	1 656 310 €	24 237 946 €
BRETAGNE	18 946 885 €		18 946 885 €		18 946 885 €
CENTRE VAL DE LOIRE	18 652 225 €		18 652 225 €		18 652 225 €
CORSE	3 326 200 €		3 326 200 €		3 326 200 €
ILE-DE-France	146 086 242 €		146 086 242 €		146 086 242 €
OCCITANIE	57 935 835 €		57 935 835 €		57 935 835 €
HAUTS-DE-France	62 982 557 €		62 982 557 €		62 982 557 €
NORMANDIE	26 399 560 €		26 399 560 €		26 399 560 €
PACA	54 211 802 €		54 211 802 €		54 211 802 €
PAYS DE LA LOIRE	23 767 018 €		23 767 018 €		23 767 018 €
GUADELOUPE	7 045 426 €		7 045 426 €		7 045 426 €
MARTINIQUE	7 498 275 €		7 498 275 €		7 498 275 €
GUYANE	11 620 615 €		11 620 615 €		11 620 615 €
REUNION - MAYOTTE	9 286 524 €		9 286 524 €		9 286 524 €
TOTAL DRL 2019	619 216 316 €	0 €	619 216 316 €	1 656 310 €	620 872 626 €

ANNEXE 1 - Notifications régionales pour 2019

Région	DRL DEBUT DE CAMPAGNE	Extension année pleine 2019 des installations 2018	Actualisation	Mesures nouvelles	AUTRES OPERATIONS		DRL au 01/06/2019
	DRL au 01/01/2019	EAP sur le coût à la place 2018	Effet masse salariale Effet prix	Σ des mesures nouvelles tout dispositif confondu	Régularisation reductibles	Régularisation non reductibles	
	(1)	(2)	(3) = (2+1)*0,82%	(4)	(5)	(6)	(7) = Σ (1 à 6)
GRAND EST	48 616 688 €	217 525 €	400 441 €	2 132 298 €			51 366 952 €
NOUVELLE AQUITAINE	46 768 613 €	799 867 €	390 062 €	1 956 704 €			49 915 245 €
AUVERGNE RHONE-ALPES	53 490 216 €	975 756 €	446 621 €	2 740 184 €			57 652 776 €
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	24 237 946 €	290 736 €	201 135 €	1 061 124 €			25 790 941 €
BRETAGNE	18 946 885 €	30 319 €	155 613 €	797 075 €			19 929 892 €
CENTRE VAL DE LOIRE	18 652 225 €	73 217 €	153 549 €	789 878 €			19 668 868 €
CORSE	3 326 200 €	52 353 €	27 704 €	281 774 €			3 688 031 €
ILE-DE-France	146 086 242 €	633 714 €	1 203 104 €	6 853 471 €		500 000 €	155 276 531 €
OCCITANIE	57 935 835 €	370 983 €	478 116 €	3 026 523 €			61 811 457 €
HAUTS-DE-France	62 982 557 €	254 869 €	518 547 €	2 421 714 €			66 177 687 €
NORMANDIE	26 399 560 €	452 383 €	220 186 €	818 823 €			27 890 952 €
PACA	54 211 802 €	121 439 €	445 533 €	2 164 695 €			56 943 469 €
PAYS DE LA LOIRE	23 767 018 €	454 773 €	198 619 €	907 132 €			25 327 543 €
GUADELOUPE	7 045 426 €	150 897 €	59 010 €	372 588 €			7 627 921 €
MARTINIQUE	7 498 275 €	167 844 €	62 862 €	38 835 €			7 767 817 €
GUYANE	11 620 615 €	171 564 €	96 696 €	584 549 €			12 473 424 €
REUNION - MAYOTTE	9 286 524 €	73 680 €	76 754 €	1 593 968 €			11 030 926 €
Total DRL	620 872 626 €	5 291 921 €	5 134 549 €	28 541 335 €	0 €	500 000 €	660 340 431 €

ANNEXE 2

Montant maximum autorisé pour la fongibilité partielle des crédits LHSS/LAM : Grand Est, Ile-de-France, Occitanie, PACA (soit 30% de l'enveloppe financière régionale déléguée)

	Mesures nouvelles LHSS au tarif 2019 sur 6 mois, soit 115,164€	Total Notifications LHSS 2019	Mesures nouvelles au tarif 2019 sur 6 mois, soit 204,168€	Total Notifications LAM 2019	Total Nofications LHSS + LAM	Montant maximum fongibilité autorisée en 2019 (soit 30% crédits délégués)
Grand Est	21	442 575 €	16	597 804 €	1 040 379 €	312 114 €
Ile-de-France	61	1 285 576 €	79	2 951 657 €	4 237 233 €	1 271 170 €
Occitanie	14	295 050 €	16	597 804 €	892 854 €	267 856 €
Provence Alpes Côtes d'Azur	6	126 450 €	14	523 078 €	649 528 €	194 859 €
TOTAL	102	2 149 651 €	125	4 670 343 €	6 819 994 €	2 045 998 €

ANNEXE 3

Répartition régionale des LAM (colonnes à compléter)

Régions	Nombre de LAM financés par région au 31/12/2018	Nombre de LAM installés par région au 31/12/2018	Taux d'installation 2018	MESURES NOUVELLES LAM 2019 sur 6 mois soit 183 jours (204,168€/jour/lit)	Répartition régionale prévisionnelle 2019-2023	Nombre de LAM financés par région au 31/12/2019	Capacité installée au 31/12/2019	Taux d'installation 2019	Evolution capacité installée 2019-2020
Auvergne Rhône-Alpes	45	20	44%	20	67	65			
Bourgogne Franche-Comté	20	0	0%	5	18	25			
Bretagne	19	19	100%	4	13	23			
Centre-Val de Loire	20	15	75%	4	12	24			
Corse	0	0	0%	2	4	2			
Grand Est	50	0	0%	16	54	66			
Hauts de France	61	25	41%	15	32	76			
Île-de-France	101	78	77%	79	260	180			
Normandie	30	30	100%	5	15	35			
Nouvelle Aquitaine	30	0	0%	12	41	42			
Occitanie	40	20	50%	16	73	56			
Pays de la Loire	30	28	93%	3	9	33			
Provence Alpes Côte d'Azur	38	15	39%	14	46	52			
Sous total Métropole	484	250	52%	195	644	679			
Z Guadeloupe	18	0	0%	1	7	19			
Z Martinique	15	0	0%	0	7	15			
Z Guyane	18	0	0%	1	7	19			
Z La Réunion	15	0	0%	3	20	18			
Z Mayotte	0	0	0%	0	15	0			
Sous total DOM	66	0	0%	5	56	71			
TOTAL	550	250	51,65%	200	700	750			

ANNEXE 4

Répartition régionale des LHSS (colonnes à compléter)

Régions	Nombre de LHSS financés par région au 31/12/2018	Capacité installée au 31/12/2018	Taux d'installation en décembre 2018	MESURES NOUVELLES LHSS 2019 sur 6 mois soit 183 jours (115,164€/jour/lit)	Répartition régionale prévisionnelle 2019-2023	Nombre de LHSS financés par région au 31/12/2019	Capacité installée au 31/12/2019	Taux d'installation en décembre 2019	Evolution capacité installée 2019-2020
Auvergne Rhône-Alpes	136	120	88%	20	72	156			
Bourgogne Franche-Comté	46	42	91%	7	25	53			
Bretagne	43	38	88%	4	16	47			
Centre-Val de Loire	41	36	88%	5	18	46			
Corse	2	2	100%	2	4	4			
Grand Est	119	114	96%	21	75	140			
Hauts de France	143	112	78%	18	62	161			
Île-de-France	451	408	90%	61	223	512			
Normandie	71	71	100%	3	12	74			
Nouvelle Aquitaine	80	76	95%	15	53	95			
Occitanie	122	122	100%	14	58	136			
Pays de la Loire	57	49	86%	4	16	61			
Provence Alpes Côte d'Azur	133	133	100%	6	23	139			
Sous total Métropole	1444	1325	92%	180	657	1624			
Z Guadeloupe	27	0	0%	0	12	27			
Z Martinique	24	10	42%	0	12	24			
Z Guyane	20	6	30%	10	16	30			
Z La Réunion	36	30	83%	10	28	46			
Z Mayotte				0	25	0			
Sous total DOM	107	46	43%	20	93	127			
TOTAL	1551	1371		200	750	1751			



Dispositif ACT

« Un Chez-soi d'abord »



Cahier des charges national

Janvier 2019

Table des matières

1. Préambule.....	4
2. Objectif du cahier des charges.....	5
3. Définition.....	6
4. Objectifs.....	6
5. Vocabulaire et approches.....	7
6. Principes d'action.....	8
7. Personnes accueillies.....	9
8. Modalités d'organisation et de fonctionnement du dispositif.....	9
8.1. Territoire d'intervention retenu.....	9
8.2. Pilotage et gestion.....	10
8.2.1. Accompagnement national et territorial.....	10
8.2.2. Gestion du dispositif.....	11
8.2.3. Gouvernance par le gestionnaire.....	11
8.3. Modalités d'orientation des publics.....	12
8.3.1. Structures.....	12
8.3.2. Circuit d'orientation.....	13
8.4. Admission dans le dispositif.....	13
8.5. Durée d'accompagnement et modalités de sortie du dispositif.....	14
8.5.1. Volet logement.....	14
8.5.2. Volet accompagnement.....	14
8.6. Projet d'établissement.....	15
8.7. Mise en œuvre des droits des personnes accueillies.....	15
8.8. Partenariats.....	16
8.9. Ressources humaines.....	16
8.9.1. Montée en charge du dispositif.....	17
8.9.2. Volet administration.....	18
8.10. Formation.....	18
8.11. Budget.....	19
8.12. Suivi et évaluation.....	20
8.13. Modalités de sélection des projets à partir de 2018.....	20
9. Missions et activités du dispositif.....	21
9.1. Organisation.....	21
9.2. Modalités générales d'accompagnement.....	21
9.3. Accueil individualisé.....	22

9.4.	Pôle d'activité logement	22
9.5.	Pôle d'activité accompagnement médical et médico-social.....	23
9.5.1.	Accompagnement à l'habitat et à la vie quotidienne.....	23
9.5.2.	Accompagnement à la santé.....	24
9.5.3.	Accompagnement à la vie relationnelle	25
9.5.4.	Accompagnement à l'emploi, la formation,	25
9.5.5.	Accompagnement aux activités culturelles, citoyennes et de loisir	25
9.5.6.	Accompagnement à la sortie du dispositif.....	26

Ce cahier des charges a été réalisé par la DIHAL en collaboration avec les administrations centrales concernées, DGCS, DGS, DGOS, DHUP, DSS, la CNAMTS, l'Anesm et l'ensemble des parties prenantes et des membres du comité de pilotage engagés dans la phase expérimentale qui s'est déroulée entre 2011 et 2016.

Il s'appuie de plus sur les résultats de la recherche conduite par le Pr Pascal AUQUIER, Université Aix-Marseille Unité EA 3279

Il a été validé par le comité de suivi du dispositif « Un chez-soi d'abord » du 20 juin 2017

1. Préambule

Le rapport de 2009 « *La santé des personnes sans chez-soi* » établit un état des lieux des principaux problèmes sanitaires rencontrés par les personnes durablement sans-abri et met en avant que le fait d'être « sans chez-soi » constitue un facteur de mortalité et de morbidité accru dans le champ des pathologies mentales et somatiques.

Les réponses mises en œuvre jusque-là dans le cadre des politiques publiques d'assistance et d'inclusion sociale ne permettent pas de répondre totalement à ce défi. D'une part, les dispositifs médico-sociaux (destinés aux personnes en situation d'exclusion et présentant un trouble psychique) définis dans le cadre de la *Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées*, nécessitent au préalable une orientation par la *Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées* (CDAPH) et un engagement dans une démarche de soins ; les publics durablement à la rue en sont le plus souvent exclus. D'autre part, les prises en charge classiquement proposées dans le cadre de l'urgence sociale (prises en charge dites « en escalier ») demandent comme préalable à tout accès au logement autonome que les personnes puissent faire la preuve qu'elles sont en "capacité d'être logées", le logement autonome étant le plus souvent conditionné au fait d'accepter un traitement médical et d'être abstinent aux substances psychoactives. Comme le constatait la Cour des comptes en 2007 dans un rapport sur les personnes sans-abri, ce sont « *les personnes qui cumulent les situations de vulnérabilité (qui) sont les plus à même de rentrer dans le cycle récurrent de l'urgence sociale et tourner en boucle de structures sociales en structures sanitaires jusqu'à ce que mort s'en suive* »¹. Il y a donc une conjonction de deux effets négatifs : un faible rétablissement des personnes et une forte consommation de services peu efficace compte tenu notamment de leur discontinuité.

Face à ce constat, l'Etat a engagé une expérimentation intitulée « Un Chez-soi d'abord » d'avril 2011 à décembre 2016 qui vise à changer radicalement la modalité d'accompagnement. En effet, il propose un accès direct dans un logement ordinaire depuis la rue moyennant un accompagnement soutenu et pluridisciplinaire au domicile, pour des personnes souffrant de pathologies mentales sévères et échappant aux dispositifs classiques. Une recherche évaluative randomisée indépendante a été menée. Elle a montré que le programme « Un Chez-soi d'abord » a une réelle efficacité à un moindre coût sur un suivi à deux ans se traduisant par un accès rapide et un maintien dans le logement pour 85% des personnes suivies, une amélioration globale de la qualité de vie (plus marquée pour les personnes souffrant de schizophrénie), une réduction significative des recours au système de soins (diminution de 50% des durées d'hospitalisation pour les personnes suivies en comparaison avec le groupe dit « témoin ») et aux structures dédiées aux personnes sans-abri (structures de l'urgence sociale). La totalité du coût du programme « Un Chez-soi d'abord » est compensée par les économies potentiellement réalisées par le système de soins et, dans une moindre mesure, par le système (médico-)social. Cette intervention présente donc un retour sur investissement maîtrisé.

¹<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/074000208.pdf>

Un comité d'évaluation réuni le mardi 5 juillet 2016 a considéré que le programme « Un Chez-soi d'abord » répond à un besoin réel conforme aux orientations générales des politiques publiques en faveur des publics ciblés et, qu'au vu des résultats de la recherche évaluative, il apporte une plus-value en comparaison avec l'offre sanitaire, sociale et médico-sociale existante. Il a donc préconisé « *la pérennisation des sites expérimentaux et le déploiement maîtrisé du programme sur le territoire, en s'appuyant sur une évaluation pertinente des besoins sur les sites ciblés tout en maintenant lors du déploiement un accompagnement évaluatif rigoureux* ». Les délibérations et préconisations ci-dessus ont recueilli l'approbation unanime de tous les membres du comité.

Le programme « Un Chez-soi d'abord » a par ailleurs été inscrit dans la « Stratégie nationale de prise en charge des personnes sans-abris ou mal logées 2009/2012 » qui repose sur la conviction que le logement est une condition préalable et nécessaire à l'insertion. C'est un axe du « Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale 2013-2017 ».

Le programme « Un Chez-soi d'abord » s'inscrit :

- dans le projet territorial de santé mentale tel que mentionné à l'Art. L. 3221-2. – I de la Loi de modernisation du système de santé. Celui-ci visant notamment, comme prévu à l'alinéa 14 de l'article L. 3221-2. du code de santé publique, à la mise en place d'« *un programme relatif au maintien dans le logement et d'accès au logement et à l'hébergement accompagné (...) pour les personnes en souffrance psychique qui en ont besoin* »,
- dans les programmes régionaux de santé (PRS),
- dans le programme départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD),
- dans un contexte budgétaire qui tend à la meilleure performance de la dépense publique.

2. Objectif du cahier des charges

Le présent cahier des charges national définit les conditions d'organisation et de fonctionnement applicables aux dispositifs d'appartements de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord » relevant du 9° de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) ; ceux-ci sont en outre soumis à l'ensemble des dispositions générales du CASF relatives aux services sociaux et médico-sociaux dont celles relatives aux obligations d'évaluation définies à l'article L. 312-8 : « Les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 procèdent à des évaluations de leurs activités et de la qualité des prestations qu'ils délivrent, au regard notamment de procédures, de références et de recommandations de bonnes pratiques professionnelles validées ou, en cas de carence, élaborées (...) par l'Anesm. Les résultats des évaluations sont communiqués à l'autorité ayant délivré l'autorisation. Les établissements et services rendent compte de la démarche d'évaluation interne engagée. »

Un guide² d'implantation et de mise en œuvre s'appuyant sur les enseignements de la phase expérimentale accompagne le présent cahier des charges.

3. Définition

Le décret n° 2016-1940 du 28 décembre 2016 crée un nouveau type d'appartement de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord » comportant un logement accompagné - qui entre dans la catégorie des services médico-sociaux au sens du 9° de l'article L. 312-1 du CASF - qui « assurent l'accueil et l'accompagnement de personnes confrontées à des difficultés spécifiques en vue de favoriser l'adaptation à la vie active et l'aide à l'insertion sociale et professionnelle ou d'assurer des prestations de soins et de suivi médical ».

Ce dispositif « a pour objet exclusif de permettre à des personnes majeures, durablement sans-abri et atteintes d'une ou de pathologies mentales sévères :

- D'accéder sans délai, suite à leur intégration dans le dispositif, à un logement en location ou en sous-location et de s'y maintenir,
- De développer leur accès aux droits et à des soins efficaces, leur autonomie et leur intégration sociale³. »

Les personnes accueillies bénéficient d'un accompagnement médico-social adapté à domicile ou sur tout autre lieu dans la cité, qui est réévalué au moins une fois par an.

4. Objectifs

Le dispositif d'appartements de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord » vise au rétablissement des personnes accueillies.

Son objectif est double, d'une part le rétablissement à l'égard de la maladie mentale en donnant la primauté aux choix de la personne et en mettant l'accent sur l'expérience subjective à l'égard de la maladie. Ce processus repose sur l'appropriation du pouvoir d'agir, l'espoir ou la quête d'une vie meilleure. D'autre part, la promotion de la santé mentale positive s'appuyant sur le renforcement des compétences personnelles, l'estime de soi, le développement de rôles et d'activités enrichissantes favorisant son inclusion sociale. Le soutien visera à la fois la personne elle-même et la mise en place de conditions favorables à son rétablissement dans son environnement de vie.

Le dispositif s'articule notamment avec l'ensemble des dispositifs sanitaires, sociaux et médico-sociaux inscrits sur le territoire et vise à garantir un accompagnement dans le cadre d'un parcours de santé et de vie de qualité et sans rupture en s'appuyant autant que de besoin sur l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir en amont ou en aval du dispositif.

² Le guide complète le cahier des charges en proposant des illustrations détaillées des modalités d'organisation et des pratiques professionnelles issues de l'expérience des quatre sites expérimentaux.

³ Décret n° 2016-1940 du 28 décembre 2016 crée un dispositif « Un Chez-soi d'abord » comportant un logement accompagné

5. Vocabulaire et approches

Le dispositif d'appartements de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord » s'appuie sur les approches suivantes :

- Le « *Housing First* »⁴ qui défend l'efficacité de l'accès à un logement indépendant sans condition, assorti d'un « pack de services » médicaux et sociaux disponibles et intensifs, s'appuyant sur le respect du choix de la personne⁵ et postule que celle-ci a les compétences pour accéder directement depuis la rue à un logement ordinaire. Il se distingue du modèle dit « *modèle en escalier* » qui prône un accès progressif et par étapes à un logement ordinaire. Ce modèle s'adresse à des personnes vivant avec une ou des pathologies mentales sévères. Il se distingue par un second postulat qui spécifie que les personnes n'ont pas besoin d'avoir accepté un traitement psychiatrique ou d'être abstinentes ou sur la voie de l'abstinence concernant le mésusage de substances psycho actives, pour accéder à un chez-soi.
- Le « *rétablissement* »⁶ est un concept qui part de l'expérience des personnes. Il peut être défini comme « *un processus profondément personnel et unique de changement de ses attitudes, valeurs, sentiments, objectifs, compétences, etc... et [qui] remet en question l'hypothèse pessimiste selon laquelle la maladie mentale serait une maladie chronique voire incurable avec au mieux une stabilisation des symptômes* »⁷. Sa promotion fut d'abord le fait des personnes atteintes de maladie mentale et de leurs familles à travers des associations et se définissant souvent comme des « *survivants de la psychiatrie* ». Les revendications portaient déjà bien plus sur une dimension sociale, citoyenne et politique du rétablissement que biologique. Au même moment, une étude clinique longitudinale internationale menée par l'OMS sur la schizophrénie met en évidence qu'environ 30% des personnes avec un diagnostic de schizophrénie se rétablissent complètement, et 30% se rétablissent en partie⁸. Elle a amené, dans certains pays, à une véritable transformation de l'offre de soins, avec un nombre croissant de politiques nationales de santé mentale centrées de manière explicite sur le « rétablissement » (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande).

Offrir des « *soins orientés rétablissement* » nécessite de donner à l'individu la liberté de choisir parmi la gamme de services offerts ceux qui sont le plus susceptibles d'aider à son rétablissement, de prioriser des interventions dans le milieu de vie des personnes, d'offrir une gamme de services globale et intégrée pouvant s'adapter aux changements que la personne vivra durant son expérience de rétablissement. Les « *soins orientés rétablissement* » s'appuient enfin sur une pluralité d'outil d'accompagnement (WRAP⁹, remédiation cognitive, réhabilitation psychosociale, ...).

⁴Inventé par Sam Tsemberis aux Etats-Unis dans les années 1990 et modélisé sous le nom de « pathways to housing first »

⁵In TSEMBERIS, Sam, Leyla Gulcur, et Maria Nakae. 2004. « Housing First, consumer choice, and harm reduction for homeless individuals with a dual diagnosis ». *American Journal of Public Health* 94 (4): 651-56.

⁶Pour plus d'information se référer à : Greacen T, Jouet E. Rétablissement et inclusion sociale des personnes vivant avec un trouble psychique : le projet EMILIA. *L'Information psychiatrique* 2013 ; 89 : 359-64.

⁷William Anthony (1993) psycom "santé mentale de A à Z"

⁸Davidson L, Rakfedt J, Strauss J. The roots of the recovery movment in psychiatry. Wiley-Blackwell, editor.; 2010.

⁹Wellness Recovery Action Plan – Ellen Copeland

- La « *réduction des risques* et des dommages»¹⁰ (RDR) s'adresse avant tout aux consommateurs de substances psychoactives licites ou illicites et à leurs proches. Développée au cours des années 1980, dans le contexte de l'épidémie de VIH chez les usagers injecteurs d'héroïne, la RDR a progressivement intégré d'autres registres d'action concernant d'autres produits, comme les initiatives développées autour des risques liés à l'alcool. La réduction des risques se réclame d'une démarche de santé publique pragmatique en ce qu'elle entend limiter les risques liés à la consommation, sans avoir comme premier objectif le sevrage et l'abstinence. Elle vise à encourager l'usager à adopter autant que possible des comportements moins nocifs pour sa santé. Elle prend en compte les contextes dans lesquels les substances sont consommées (isolément ou en groupe, en milieu festif ou dans la rue...) et les profils des consommateurs. La connaissance des motivations et des conditions dans lesquelles les personnes sont amenées à consommer est en effet nécessaire pour définir les stratégies efficaces de réduction des risques.

6. Principes d'action

Huit principes clés structurent le dispositif d'appartements de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord ». Ils sont issus du modèle anglo-saxon et ont fait l'objet d'une validation lors de l'expérimentation française conduite de 2011 à 2016 ainsi que d'un consensus européen^{11 12} :

- (1) Le **logement est un droit fondamental**¹³,
- (2) Le dispositif propose à la personne un **accès rapide à un logement ordinaire de son choix diffus dans la cité - sans conditions préalables de traitement ou d'abstinence aux substances psychoactives**,
- (3) La personne a le **choix de l'agenda et de la temporalité des services** d'accompagnement (notion d'*autodétermination*), dans la limite du respect de l'engagement minimum d'une visite hebdomadaire par l'équipe d'accompagnement,
- (4) Le programme s'engage vis-à-vis de la personne à **l'accompagner autant que de besoin** dans le cadre d'un accès aux droits et à des soins efficaces et à la citoyenneté via une **insertion dans le milieu ordinaire**,
- (5) **La séparation des services de logement et de traitement**¹⁴ ; l'accompagnement se poursuit quel que soit le parcours résidentiel de la personne ET le logement n'est pas conditionné à l'observance d'un suivi thérapeutique,
- (6) Les services de soutien individualisé sont « **orientés rétablissement** »,
- (7) Le dispositif développe une **approche de réduction des risques et des dommages**,

¹⁰Mildecca <http://www.drogues.gouv.fr/comprendre/ce-qu-il-faut-savoir-sur/la-reduction-des-risques>

¹¹Housing first guide europe. Voir : <https://housingfirstguide.eu/>

¹²Peer-review les 16 et 17 mars 2016. Voir

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=2338&furtherNews=yes>

¹³ Consacré en France par l'existence d'un droit au logement opposable (Loi DALO)

¹⁴ Le traitement est compris comme l'observance d'un suivi thérapeutique en lien avec la pathologie

- (8) L'accompagnement s'effectue dans le cadre d'un **engagement intensif** et d'une incondtionnalité de l'accompagnement.

7. Personnes accueillies

Le dispositif s'adresse exclusivement aux personnes sans-abri, majeures sans limite d'âge, susceptibles de bénéficier de la prise en charge de leurs frais de santé en vertu de l'article L. 160-1 du code de la sécurité sociale.

Pour accéder à un logement locatif social, elles doivent satisfaire aux conditions prévues au 1° de l'article R. 441-1 du code de la construction et de l'habitation.

Elles doivent être en situation régulière sur le territoire au moment de leur intégration dans le dispositif.

Les personnes devront impérativement répondre aux critères cumulatifs suivant :

- (1) Etre sans-abri ou sans-logement¹⁵ au moment de l'intégration dans le dispositif,
- (2) Présenter une pathologie mentale sévère¹⁶,
- (3) Présenter des besoins élevés¹⁷,
- (4) Etre en demande d'intégrer le dispositif et d'être logées.

8. Modalités d'organisation et de fonctionnement du dispositif

8.1.Territoire d'intervention retenu

Le dispositif d'appartements de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord » s'inscrit dans le projet territorial de santé mentale (PTSM) tel que mentionné à l'Art. L. 3221-2.- I de la loi de modernisation du système de santé. Ce projet territorial est défini sur la base d'un diagnostic territorial partagé en santé mentale. De plus il s'inscrit dans les PRS dont le programme régional d'accès à la prévention et aux soins (PRAPS) et dans le programme départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).

La capacité d'accompagnement du dispositif est comprise entre 90 et 105 personnes - et non sécable en sous-unités - sur la zone d'intervention retenue.

Le territoire d'intervention est défini par l'ARS en s'appuyant sur les diagnostics partagés établis dans le cadre des PTSM¹⁸. L'organisme gestionnaire veillera quant à lui à ce que les appartements soient situés dans les lieux qui permettent la mise en œuvre d'un suivi intensif pour l'ensemble des personnes accueillies tout en garantissant un choix de logement suffisant pour chacune d'entre elles.

¹⁵ Il est fait référence à la grille ETHOS 1 – 2 – 3 – 4 ; les situations relevant de logement inadéquat ou logement précaire seront examinées au cas par cas par la commission d'admission cité au chapitre 9-e

¹⁶Pathologie relevant du groupe diagnostic « **troubles psychotiques** »

¹⁷ Référence grille MCAS : Multnomah Community Ability Scale

¹⁸ Décret à paraître en septembre 2017

8.2. Pilotage et gestion

L'expérimentation a permis de retenir les points suivants comme essentiels au maintien de l'efficacité du dispositif :

- (1) La pluridisciplinarité (sanitaire, social, médico-social et logement) à tous les niveaux de gouvernance : national, territorial, organisme gestionnaire et professionnels du dispositif,
- (2) Une inscription dans une dynamique partenariale à l'échelle du territoire concerné,
- (3) La participation des personnes accueillies selon des modalités définies par la Loi du 2 janvier 2002 de rénovation et de modernisation de l'action sociale **et l'article L. 115-2-1 du CASF.**

8.2.1. Accompagnement national et territorial

Jusqu'au 31 décembre 2022, un conseiller technique national sera chargé :

- D'assurer la diffusion des enseignements de l'expérimentation sur les nouveaux sites,
- D'accompagner l'ensemble des organismes gestionnaires en particulier sur les questions de l'évaluation interne et des pratiques professionnelles,
- De rendre compte du bilan de l'ensemble des dispositifs (issu des données anonymisées relatives aux personnes accueillies et à leur accompagnement, adressées annuellement par les organismes gestionnaires), dans le cadre d'un comité de suivi national annuel rassemblant l'ensemble des acteurs concernés¹⁹.

Sur le plan local et sur la même durée que l'accompagnement national, un comité de suivi local animé par l'ARS, en lien avec le conseiller technique national, sera chargé de diffuser les résultats des évaluations annuelles et les pratiques pertinentes et de faciliter les collaborations sur le territoire. Les représentants de l'Etat et notamment les DDCS(PP) les D(R)DJSCS et la DRIHL, les collectivités locales, les représentants des personnes accueillies dans le dispositif, des bailleurs sociaux et représentants de bailleurs privés, le CRPA, des représentants des usagers en santé mentale, des associations du secteur accueil, hébergement, insertion (AHI) dont le SIAO, des représentants de têtes de réseau associatives du champ concerné, des acteurs sanitaires et médico-sociaux, et différents partenaires du territoire (liste non exhaustive) en particulier les Conseils locaux de santé mentale (CLSM) ou les coordinations d'acteurs œuvrant dans ce champ partout où elles existent, seront membres de cette instance. Les organismes d'assurance maladie seront tenus informés des travaux du comité de suivi local.

Le bilan annuel visera sur chacun des territoires et au niveau national à alimenter les diagnostics partagés dans le champ de la santé mentale, de l'addictologie, de l'hébergement et du logement. Il contribuera à enrichir les réflexions menées par les pouvoirs publics et les acteurs des champs concernés sur leurs pratiques respectives.

¹⁹ Le comité sera composé de représentants des structures suivantes œuvrant dans le champ concerné : Administrations centrales, CNAMTS, gestionnaire du dispositif des différents sites, fédérations nationales, personnes qualifiées, IRESP et équipes de recherche, Anesm, CNSA, (liste non exhaustive)

8.2.2. Gestion du dispositif

L'organisme gestionnaire d'un dispositif d'appartements de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord », régi par l'article D. 312-154-2, est un groupement de coopération sociale ou médico-sociale (GCSMS). Il ne peut avoir d'autre objet pendant les trois années suivant sa création, et doit comporter au moins un organisme relevant de chacune des catégories mentionnées aux a) à c) ci-après :

« a) un établissement de santé assurant des soins psychiatriques, disposant notamment d'une équipe mobile de psychiatrie à destination des personnes en situation de précarité,

« b) une personne morale agréée, d'une part, au titre des activités d'ingénierie sociale, financière et technique mentionnées au b) et au d) du 2° de l'article R. 365-1 du code de la construction et de l'habitat et, d'autre part, au titre des activités de location en vue de la sous-location prévues au a) du 3° du même article, ou une personne morale dispensée de ces agréments,

« c) un centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie ou un établissement de santé assurant une prise en charge en addictologie.

L'organisme gestionnaire conclut, à moins qu'ils ne figurent parmi ses membres, une convention de coopération avec :

« d) un établissement de santé assurant des soins somatiques et disposant d'une permanence d'accès aux soins de santé,

« e) un organisme dont l'un des objets est la lutte contre les exclusions, l'insertion ou le logement des personnes défavorisées,

« f) un organisme représentant des usagers en santé mentale,

« g) un organisme représentant des personnes dépourvues de logement.

L'organisme gestionnaire sera autorisé pour une capacité allant de 90 à 105 places qui ne sont pas sécables sur le territoire.

Il est recommandé de privilégier dans la constitution du groupement trois organismes différents même si un des organismes gère déjà en son sein plusieurs des compétences mentionnées aux points a) b) et c).

8.2.3. Gouvernance par le gestionnaire

Afin de viser au décloisonnement sur le territoire des différents secteurs de la santé, de l'addictologie, du logement et de l'action sociale, la convention constitutive du GCSMS devra proposer une participation équilibrée de l'ensemble de ses membres.

La gouvernance visera :

- La fluidité dans les circuits de décision afin de permettre une réactivité dans la gestion du service,

- L'horizontalité dans les processus de décision valorisant les démarches collaboratives avec l'ensemble des parties prenantes dont les membres des équipes et les personnes accueillies.

Une mutualisation des compétences et des moyens sera recherchée, afin de favoriser la transmission des pratiques innovantes mises en œuvre au sein du dispositif « Un Chez-soi d'abord » vers les autres services des structures membres du GCSMS.

Le gestionnaire du dispositif devra :

- Proposer un organigramme clair, facilitant pour les personnes accueillies, leur utilisation des services d'accompagnement et si elles le souhaitent, leur investissement dans les instances décisionnelles du groupement,
- Participer sur le territoire à la diffusion des pratiques innovantes en lien avec les personnes accueillies. Il veillera à faire appliquer les textes de référence en matière de rétribution des personnes lorsqu'elles interviendront (formation, colloque, hors de la fonction de représentation, ...).

8.3.Modalités d'orientation des publics

Une information sur les modalités d'orientation vers le dispositif (circuit, critères, public) sera apportée par le gestionnaire, aux structures pouvant rencontrer le public concerné.

8.3.1. Structures

Les personnes pourront être orientées par des structures déterminées *à priori* et dites « équipes d'orientation ».

Ces structures sont, comme notifié au l'article D. 312-154-1. du CASF :

- Soit une équipe mobile de psychiatrie à destination des personnes en situation de précarité ou une permanence d'accès aux soins de santé comprenant en son sein un psychiatre, organisée en vertu des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 3221-4 du code de la santé publique,
- Soit un service médico-psychologique régional aménagé dans un établissement pénitentiaire en application de l'article R. 3221-5 du code de la santé publique,
- Soit un centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie, un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogue ou une structure participant au dispositif de veille sociale²⁰ prévu à l'article L. 345-2 du CASF, sous réserve, dans tous les cas, de l'avis conforme d'un psychiatre.

²⁰ Dont les structures d'accueil de jour

8.3.2. Circuit d'orientation

Sur le territoire, les équipes qui répondent aux critères ci-dessus et qui sont volontaires seront désignées comme « équipes d'orientation » par le gestionnaire après information à l'ARS et à la DDCS(PP), D(R)DJSCS ou DRIHL.

Le gestionnaire sera en charge de former au moins un référent²¹ au sein de chaque équipe d'orientation pour assurer l'orientation vers le dispositif « Un Chez-soi d'abord » des personnes qui répondent aux critères notifiés à D. 312-154-1. du CASF.

Le dossier de demande d'intégration dans le dispositif « Un chez-soi d'abord » sera envoyé à la structure gestionnaire. Un certificat médical attestant le diagnostic psychiatrique sera adressé à un médecin désigné par la structure gestionnaire²².

Une commission d'orientation sera constituée. Elle sera composée²³ d'un représentant de chacune des structures adhérentes et conventionnées avec le GCSMS, un représentant de chaque équipe d'orientation et un représentant du SIAO. Elle examinera mensuellement lors de la période de montée en charge puis trimestriellement une fois cette période passée, la validité des dossiers de demande d'intégration.

Le gestionnaire informera la commission du nombre de places disponibles. Pour cela, il s'appuiera sur deux éléments :

- Le nombre de places d'accompagnement effectivement disponibles, pour une capacité allant de 90 à 105 places
- La capacité de captation de logement sur le territoire lui permettant de proposer aux futurs entrants, un logement au plus tard dans les 8 semaines suivant leur intégration dans le dispositif.

L'orientation se fera selon l'ordre chronologique de réception de la demande et en fonction du nombre de places disponibles. Le refus d'une demande sera motivé par la commission à la personne et à l'équipe d'orientation. Si la situation de la personne le justifie, sa demande sera présentée lors de la commission suivante.

8.4. Admission dans le dispositif

La décision d'accueillir la personne déclarée admissible par la commission est confirmée par le directeur de l'organisme gestionnaire. La personne accueillie et son représentant légal, si celle-ci bénéficie d'une mesure de protection juridique, conclut alors :

- Un contrat de prise en charge comportant les mentions prévues au VI de l'article D. 311 du CASF avec l'organisme gestionnaire. Ce contrat est conclu et prend effet, par dérogation au III du même article, au plus tard à la date d'effet du contrat de location ou de sous-location du logement.

²¹Des questionnaires permettant de déterminer l'éligibilité pour intégrer le dispositif seront adressés aux équipes d'orientation, ainsi que l'ensemble des documents à remettre aux personnes pour les informer de l'objectif du dispositif et ses modalités d'accueil, d'accompagnement et d'accès au logement.

²²Ce médecin ne devra pas exercer pas au sein du dispositif pour éviter les effets de sélection a priori

²³L'équipe pluridisciplinaire ne sera en aucun cas membre de la commission d'orientation

- Un contrat de location ou de sous location de son logement avec l'organisme agréé au titre des activités de location, sous-location et membre du GCSMS, ou directement le cas échéant avec le bailleur.

8.5. Durée d'accompagnement et modalités de sortie du dispositif

8.5.1. Volet logement

Un contrat de location ou sous location est signé. Sa durée dépendra de la nature du bailleur (parc public ou privé). En cas de contrat de sous-location, le gestionnaire locatif visera à proposer un glissement du bail ou un logement en bail direct.

Les situations pouvant amener à la rupture du bail (par exemple le non-paiement réitéré de loyer, la dégradation des logements ou les troubles du voisinage, ...) feront l'objet d'une attention particulière par le gestionnaire du dispositif qui devra décrire les solutions adaptées prévues pour chaque situation, en particulier les mesures de prévention des expulsions ou de relogement. Le service de gestion locative sera en charge d'informer le locataire des procédures réglementaires concernant les situations décrites ci-dessus

En cas de nécessité de relogement des personnes accueillies, le gestionnaire locatif se rapprochera du Préfet afin que ces personnes puissent être reconnues comme prioritaires²⁴ au titre du PDALHPD, et prises en charge, le cas échéant, dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution, qui définit pour chaque bailleur social un engagement annuel quantifié d'attribution de logements aux personnes connaissant des difficultés économiques et sociales.

8.5.2. Volet accompagnement

Celui-ci repose sur le contrat de prise en charge qui sera réévalué au moins une fois par an.

La sortie de l'accompagnement est un processus qui se fera en concertation étroite entre la personne accueillie et le gestionnaire. Les critères suivants devront être examinés :

- Le reste à vivre (ratio loyer + charges/ressources) suffisant,
- Les possibilités de glissement du bail de sous-location ou l'accès à un logement en bail direct,
- L'effectivité d'un réseau d'accompagnement dans le droit commun pour répondre aux besoins d'accompagnement sanitaire, sociaux, culturels et à la citoyenneté (dont l'insertion professionnelle),
- L'effectivité d'un réseau d'entraide formel ou informel - hors du réseau des professionnels médico-sociaux- (Groupe d'entraide mutuel (GEM), groupe d'auto-support, réseau familial ou amical, ...),
- Le souhait pour la personne de sortir du dispositif et/ou l'intégration dans son récit de cette possibilité,
- Une orientation adaptée choisie par/avec la personne si le logement proposé ne lui convient pas ou plus (maison relais, EHPAD, foyer logement...),

²⁴ Au titre de l'Art L 441-1 de la Loi du 27 Janvier 2017

- L'absence de tout contact avec le gestionnaire, supérieure à six mois.

En cas de rupture volontaire de l'accompagnement par la personne (de manière explicite ou par la cessation de tout contact) ou de sa prise en charge par un autre établissement ou service sanitaire ou médico-social, elle conserve pendant six mois le droit d'être réintégrée à sa demande, sans délai et sans conclusion d'un nouveau contrat de prise en charge.

Lorsque le nombre de personnes dont le contrat de prise en charge est ainsi suspendu excède 10% de la capacité d'accompagnement, l'organisme gestionnaire en informe sans délai le directeur général de l'Agence régionale de santé.

8.6. Projet d'établissement

Le gestionnaire du dispositif établit un projet d'établissement qui définit ses objectifs, ses modalités d'organisation et de fonctionnement ainsi que les moyens mis en œuvre à l'exercice de ses missions. Il prévoit également les modalités d'établissement d'un programme annuel²⁵ de formation mis en œuvre à la création du dispositif ainsi que d'un plan de suivi et d'évaluation annuel.

Le gestionnaire du dispositif proposera un système d'information permettant aux équipes de mettre en place les modalités de fonctionnement décrites dans le chapitre 9 du présent cahier des charges (aller vers, travail en binôme, multi-référencement, etc...) et garantissant aux personnes accompagnées le respect du secret des informations les concernant. Tous ces éléments devront être en adéquation avec le modèle qui a fait l'objet de l'expérimentation, tout en y intégrant les spécificités liées aux partenariats et au territoire.

L'expérimentation ayant montré que certaines situations qualifiées de « complexes » peuvent amener à des ruptures d'accompagnement venant soit de l'équipe pluridisciplinaire soit de la personne elle-même (situation de violence par exemple), le projet d'établissement devra proposer des modalités de fonctionnement permettant de les recenser et d'apporter des solutions pour leur prévention et/ou leur résolution, voir acter de ruptures définitives d'accompagnement si la situation l'exige.

8.7. Mise en œuvre des droits des personnes accueillies

La loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rappelle les droits fondamentaux que doivent garantir les établissements et services sociaux et médico-sociaux, et à ce titre, prévoit la mise en place de documents obligatoires, entre autre :

- Le livret d'accueil (article L. 311 4 du CASF) auquel sont annexés : la charte des droits et libertés de la personne accueillie et le règlement de fonctionnement (article L. 311-7 du CASF),
- Le document individuel de prise en charge ou de contrat de séjour (article L. 311-4 du CASF),
- Les modalités de participation des personnes accueillies (article L. 311-6 du CASF).

²⁵ Complémentaire au plan annuel de formation qui relève des obligations légales de l'employeur

La personne pourra par ailleurs, à tout moment, saisir la personne qualifiée, instituée par l'article L. 311-5 du CASF.

Les modalités de mise en place des outils de la loi 2002-2 seront à préciser par la structure gestionnaire en tenant compte des spécificités du dispositif, tel que le contrat individuel de prise en charge²⁶ en lieu et place du contrat de séjour.

8.8. Partenariats

Les appartements de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord » fonctionnent en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs de l'offre sanitaire, sociale, médico-sociale et de logement ainsi que les GEM, les collectifs d'usagers et les conseils locaux de santé mentale existant sur le territoire. Le développement du partenariat doit être proactif et le projet d'établissement doit prévoir les modalités d'organisation du partenariat. La liste des partenaires sera mise en annexe de ce projet et pourra être modifiée dans la durée.

Le gestionnaire développera notamment des liens avec :

- Les acteurs de la veille sociale et du secteur AHI (SIAO, structures de l'hébergement, équipes mobiles, etc...),
- Les structures de prise en charge de droit commun (structures de soins somatiques, psychiatrique dont structures de réadaptation psychosociale, en addictologie, services pénitencier d'insertion et de probation (SPIP) et service médical pénitencier régional (SMPR), services de suite et réadaptation (SSR) les services sociaux municipaux et départementaux et les centres communaux d'action sociale (CCAS), les services liés à l'emploi et la formation...),
- Les structures de logement (logement accompagné, bailleurs sociaux, ...),
- Les collectifs d'usagers de la santé mentale ou de personnes accompagnées (GEM, groupes d'auto-support, comité régional des personnes accueillies (CRPA), ...),
- Les conseils locaux de santé mentale,
- Les services de protection pour majeurs,
- Les organismes de l'accès aux droits et aux prestations (CPAM, CAF, ...),
- Tout autre partenaire institutionnel, ou associatif opportun pour l'accompagnement de la personne.

8.9. Ressources humaines

Les missions des appartements mentionnés à l'article D. 312-154-3 du CASF sont assurées par une équipe pluridisciplinaire comportant, outre son directeur, au moins :

« - un cadre coordinateur d'équipe disposant des qualifications prévues à l'article D.312-176-7 du CASF ou à l'article D. 312-176-8 du CASF,

« - un infirmier,

²⁶ Il ne sera pas signé de contrat de séjour car les personnes ne sont pas sur une modalité de « séjour » mais elles sont à leur domicile ; le document individuel de prise en charge sera signé par les deux parties et sera donc dénommé « contrat »

« - un intervenant compétent en addictologie,

« - un médecin généraliste, qui, sauf si la personne accompagnée en dispose autrement, est réputé désigné par elle comme son médecin traitant pour l'application de l'article L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale,

« - un médecin psychiatre qui a pour responsabilité la coordination médicale,

« - un médiateur de santé-pair dont l'expérience de recours aux soins en santé mentale en tant qu'utilisateur est complétée soit par une certification au moins de niveau II enregistrée au répertoire national prévu à l'article L. 335-6 du code de l'éducation, soit par une validation des acquis personnels dans les conditions déterminées par les articles D. 613-38 et suivants du même code en vue de l'accès à une telle certification, sous réserve d'un engagement à obtenir celle-ci dans un délai de cinq ans à compter du recrutement, soit, sous réserve de l'avis favorable du médecin psychiatre de l'équipe, par toute autre formation en santé mentale,

« - une personne en charge de la recherche des logements et de l'intermédiation locative rémunérée par l'organisme mentionné au b) du I de l'article D. 312-154-2 du CASF,

« - un travailleur social,

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire peuvent être salariés de l'organisme gestionnaire, d'un de ses membres, ou d'un des organismes avec lesquels il a conclu une convention de coopération, ou encore exercer à titre libéral dans le cadre d'une convention conclue avec lui.

Il est possible d'intégrer dans l'équipe d'autres professions issues du secteur social ou médico-social, notamment des psychologues ou des conseiller (ère) s d'insertion professionnelle.

8.9.1. Montée en charge du dispositif

Elle se fera sur deux ans, avec 50% des personnes accueillies la première année. L'année N²⁷, le gestionnaire devra proposer un effectif d'au moins 7 équivalents temps plein (ETP) permettant d'assurer l'ensemble des missions tout en respectant la pluridisciplinarité et la couverture h24 et 7 jours sur 7, notamment par une astreinte ou une permanence téléphonique.

Sur le volet logement, le gestionnaire devra proposer sur les deux premières années une organisation permettant la captation rapide sur le territoire des 100 logements, dont 50 logements sur la première année avec au moins un ETP sur la gestion locative adaptée, ainsi qu'une organisation permettant une réactivité dans la maintenance des logements.

L'année N+1, l'effectif complet sera atteint et la structure gestionnaire devra :

- Respecter le modèle de suivi intensif qui prévoit au moins 11 ETP pour le suivi en lien direct avec les personnes accueillies, hors poste de coordination,

²⁷ Année de démarrage de l'activité

- Mettre en place une organisation permettant la captation, le suivi des impayés, de la vacance et des réparations,
- Proposer un organigramme et une répartition des personnels par type et catégorie professionnelle. Concernant les travailleurs sociaux et infirmiers, il sera privilégié des postes à temps plein. Concernant les médiateurs de santé pair ils seront au moins deux au sein de l'équipe.

8.9.2. Volet administration

Le volet administration aura en charge :

- La gestion des ressources humaines,
- Le secrétariat,
- La gestion de la comptabilité et du budget,
- La direction du dispositif.

Les postes administratifs seront répartis de façon paritaire sur les deux dotations budgétaires. Cela représente entre 1,5 et 2 ETP, qui pourront être utilisés à l'embauche directe, ou au paiement d'une mise à disposition ou d'un service externalisé.

8.10. Formation

Le gestionnaire devra proposer un programme de formation annualisé comportant les éléments suivants :

- Une formation initiale, sous la coordination de la DIHAL, de l'ensemble des membres des équipes et des directions de l'ensemble des membres du groupement aux principes du dispositif décrit au § 5 du présent document et aux problématiques spécifiques du public accueilli et à l'évaluation,
- Un programme de formation continue établi à partir des évaluations régulières des besoins en formation, permettant aux équipes d'assurer un accompagnement de qualité et respectant les recommandations de bonnes pratiques professionnelles,
- Une formation à destination des personnels délivrés dans les 6 mois de leur embauche,
- Des temps de travail d'équipe et de réflexion sur les pratiques (staff-day, temps de supervision, analyse de pratique, échange entre pairs, focus groupe...),
- Des rencontres inter-sites,
- Le dispositif sera aussi un lieu de formation de professionnels ou futurs professionnels et accueillera des stagiaires en travail social, infirmier, interne en médecine et psychiatrie. Il développera des liens avec l'université et les écoles de formation des champs concernés,
- Des modules de formation pourront être communs aux professionnels des équipes et aux personnes accueillies. Ils porteront en particulier sur les thèmes suivants : la iatrogénie des traitements en particulier des psychotropes, la santé des personnes à la rue, les complications des addictions, etc..., le repérage de

l'ensemble des structures médicales, sociales et médicosociales existant sur le territoire et sur leurs missions afin de viser à une utilisation rationnelle des services.

8.11. Budget

Le financement du dispositif relève de l'ONDAM médico-social pour les personnes confrontées à des difficultés spécifiques (ONDAM PDS) et de crédits provenant du programme 177 « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » (BOP 177) mobilisés dans le cadre de l'intermédiation locative (IML).

L'enveloppe ONDAM PDS couvre :

- Le budget des personnels affectés à l'accompagnement médical et médico-social
- Les frais engagés pour l'accompagnement,
- Exceptionnellement, les dépenses des locataires concernant les besoins de base ou les frais de petits soins²⁸ (hors hospitalisation ou consultation) le temps de l'ouverture des droits et de l'accès à des ressources.

L'enveloppe relevant du programme 177 «prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables» couvre :

- Le budget des personnels affectés au volet logement et à l'accompagnement à l'habitat,
- L'ensemble des frais pris en charge dans le cadre de l'IML :
 - o Des réparations et la remise en état des appartements lors de déménagements et réaménagements
 - o De la vacance de logement, nécessaire au respect du décret et du cahier des charges
 - o Des impayés de loyer
 - o Du forfait pour l'aménagement d'un logement.
 - o Et exceptionnellement dans le cadre de la sous-location, du paiement des fluides
- Les compléments de loyer pour les personnes dont le résiduel de loyer dépasse 30% de leurs ressources.

Les frais couverts par les deux dotations selon des clés de répartition sont :

- La formation,
- Les locaux dédiés au fonctionnement du dispositif,
- Les frais de fonctionnement du groupement,
- Le personnel administratif et de coordination,
- Les véhicules : location et fonctionnement,
- Les frais de déplacement y compris pour les personnes accueillies.

Les recettes dont peut bénéficier le dispositif proviennent :

- De la dotation globale de financement,
- De co-financements éventuels.

²⁸ Cela peut recouvrir les spécialités pharmaceutiques non remboursées par l'assurance maladie.

L'ensemble des prestations sociales et de santé, effectuées dans le cadre de prestations extérieures feront l'objet de prise en charge de droit commun.

A noter qu'aucun forfait journalier ne sera demandé aux personnes accueillies.

8.12. Suivi et évaluation

Une évaluation nationale de la montée en charge du dispositif sur les cinq années à venir sera mise en œuvre dans le cadre d'un protocole national validé par le comité de suivi national.

Le gestionnaire sera en charge de proposer à l'ARS un plan de suivi et d'évaluation :

- Répondant au protocole d'évaluation national, qui permettra de vérifier l'effectivité du dispositif, de repérer les personnes pour lesquelles le modèle n'est pas adapté, de viser à l'amélioration continue de la qualité des services, de communiquer sur la pertinence et la performance du dispositif.

Le plan annuel de suivi et d'évaluation du dispositif devra durant la phase de montée en charge et plus avant :

- S'appuyer sur les éléments relatifs aux évaluations internes et externes conformément aux dispositions des articles L. 312 -8 et D. 312-98 à 205 du CASF, dès que celles-ci seront disponibles,
- Prendre en compte les éléments renseignés dans le rapport d'activité et le compte administratif envoyé chaque année à l'ARS conformément à l'article R. 314-50 du CASF avant le 30 avril. Il décrira l'activité et le fonctionnement du dispositif pour l'année concernée,
- Prendre en comptes les éléments²⁹ adressés chaque année à la DDCS ou la DDCSPP ou la DDD de la DRDJCS
- Fournir des informations anonymisées relatives aux personnes accueillies et à leur accompagnement, dont la liste est fixée par un arrêté conjoint du ministre chargé de l'action sociale, du ministre chargé de la santé et du ministre chargé du logement et qui devront être adressés au plus tard le 30 juin de chaque année,
- Présenter des informations relatives à la satisfaction des personnes accueillies,
- S'assurer du respect du cahier des charges et plus globalement de la fidélité au modèle en référence au guide d'implantation et de mise en œuvre.

8.13. Modalités de sélection des projets à partir de 2018

D'ici à 2023, il est prévu le déploiement de 16 nouveaux dispositifs sur le territoire, à raison de 4 dispositifs par an suite au dialogue de gestion entre les ARS et le niveau central et une montée en charge sur trois ans pour chacun des sites.

Le Directeur général de l'ARS lance un appel à projet régional ou ciblé sur un territoire particulier au regard des besoins évalués.

²⁹le dossier CERFA n° 12156*05 de demande de subvention pour l'année N
le dossier CERFA n°15059*01 de compte rendu financier de la subvention perçue l'année N-1
le rapport d'activité de l'action

La sélection des projets respecte les étapes réglementaires de la procédure d'appel à projet du secteur médico-social.

La Dihal est présente aux commissions régionales de sélection des appels à projet du secteur médico-social avec avis consultatif.

9. Missions et activités du dispositif

Le dispositif d'appartements de coordination thérapeutique « Un Chez-soi d'abord » fonctionne sans interruption H24 et 7 jours sur 7, notamment par la mise en place d'une astreinte ou d'une permanence téléphonique à destination des personnes accueillies.

9.1. Organisation

Le gestionnaire du dispositif devra mettre en place deux pôles d'activité :

- Un pôle d'activité logement qui assurera des missions de captation, de gestion locative et d'accompagnement au logement,
- Un pôle d'activité accompagnement médical et médico-social qui assurera des missions d'accompagnement aux droits, aux soins, à l'habitat et à la citoyenneté.

9.2. Modalités générales d'accompagnement

L'accompagnement est assuré par une équipe pluridisciplinaire qui propose un accompagnement intensif avec au moins une visite par semaine au domicile ou dans tout lieu choisi par la personne dans le cadre de services orientés rétablissement et offrant un large panel de prestations.

L'intensivité se traduit par le rythme des rencontres et par un soutien continu et bienveillant. L'accompagnement est ainsi maintenu quel que soit le parcours résidentiel de la personne, y compris lors des hospitalisations ou d'incarcération, afin de réduire les ruptures et d'inscrire le dispositif dans une logique de parcours de santé et de vie en lien avec l'ensemble des aidants désignés par la personne et s'appuyant autant que de besoin sur les services proposés dans le milieu ordinaire pour favoriser l'inclusion sociale et la citoyenneté.

L'ensemble des axes d'accompagnement concourent au processus de rétablissement. Les professionnels doivent être particulièrement attentifs aux conditions réelles d'existence des personnes. Il s'agit de travailler avec elles sur leurs capacités d'agir sur le monde tel qu'il est.

Le processus de rétablissement est éminemment individuel mais il s'agira d'identifier au cas par cas les éléments de risque qui le freinent et les supports de protection qui le favorisent.

Sera proposé un accompagnement :

- Individualisé réalisé dans le milieu de vie de la personne par des professionnels travaillant préférentiellement en multi-référence et en binôme,

- S'appuyant sur les choix des personnes et permettant le principe de réversibilité selon la méthode de l'essai/erreur,
- Qui propose une réactivité dans les interventions proposées et visant à synchroniser les attentes individuelles des personnes et les possibilités de réponse institutionnelle,
- Par une équipe pluridisciplinaire ayant un management collaboratif horizontal et qui intervient comme catalyseur des forces et potentiels de la personne et veille à la parfaite compréhension des informations apportées aux personnes accueillies,
- Qui garantit le respect du droit à une vie privée et familiale des personnes accueillies.

Les personnes doivent pouvoir participer de manière proactive, si elles le souhaitent, à toutes les instances de décision et de concertation qui les concernent.

Un « *plan individualisé de rétablissement*³⁰ » sera élaboré avec chaque personne. Ce plan co-construit avec elle définit ses objectifs en termes de soins et d'inclusion sociale³¹, ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Ce plan devra s'appuyer sur l'ensemble des forces et des compétences de la personne, les enseignements de la phase d'expérimentation et sur les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'Anesm concernant « les attentes de la personne et le projet individualisé ».

9.3. Accueil individualisé

Celui-ci visera dès l'entrée de la personne dans le dispositif :

- A l'informer de l'ensemble des prestations et des modalités de fonctionnement de celui-ci. A cet effet, l'ensemble des documents garantissant la mise en œuvre de ses droits à la participation individuelle devront lui être remis (livret d'accueil, charte des droits et libertés, règlement de fonctionnement et document individuel de prise en charge). Il lui sera laissé le choix du lieu et du rythme des premières rencontres et de la possibilité de venir avec une personne de son choix,
- A identifier ses compétences, forces et potentialités et ses souhaits et attentes vis-à-vis du dispositif,
- A faire avec elle une première évaluation de ses droits selon les trois axes que sont l'information, l'exercice du droit et le recours aux droits, tout en respectant sa volonté de faire valoir ou non ce droit,
- A proposer une évaluation de ses besoins concernant l'accompagnement.

9.4. Pôle d'activité logement

Celui-ci, sous la responsabilité du gestionnaire locatif, proposera un accès dans un logement et mettra en œuvre des mesures visant à la prévention des ruptures et au maintien dans le logement en partenariat étroit avec les autres acteurs de l'habitat sur le territoire.

³⁰Il s'agit du plan personnalisé qui est ici dénommé plan individualisé de rétablissement

³¹Il portera notamment sur la vie citoyenne, le logement et l'accès à l'emploi ou l'activité et les loisirs,

Pour l'entrée de la personne dans le logement, le pôle d'activité logement devra :

- Déterminer avec elle ses choix de logement en diffus dans la cité,
- Proposer au moins un logement correspondant à ses choix³² dans les 8 semaines suivant son intégration. Si celui-ci ne convient pas, un autre logement devra être proposé,
- Souscrire un bail de location ou sous location qui sera signé entre la personne et le gestionnaire locatif (dispositif d'intermédiation locative), ou le cas échéant directement avec le bailleur,
- S'assurer de la bonne installation de la personne dans son logement : premier ameublement fourni selon les choix de la personne, accès aux fluides, etc...,
- S'assurer que le résiduel de loyer dû par la personne ne dépasse pas 30% de ses ressources,
- Ouvrir les droits à l'allocation personnalisée au logement.

Dans la suite de l'emménagement le pôle d'activité logement en lien avec l'équipe pluridisciplinaire devra :

- Assurer la gestion locative (et en particulier les modalités de paiement des loyers adaptées à la situation du locataire) et les liens avec le propriétaire,
- Assurer une prévention et gestion des risques locatifs (impayés de loyer, troubles du voisinage, dégradation ou non entretien...),
- Proposer un relogement si nécessaire (changement de situation, problème de voisinage, autre...) selon le respect du choix de la personne,
- Garantir les droits de la personne locataire auprès du propriétaire,
- Accompagner vers le glissement de bail, dans le cas d'un contrat de sous location ou vers un bail direct sur un autre appartement si le glissement de bail ne s'avère pas possible.

Il ne devra pas y avoir dans un immeuble plus de 20% des appartements dédiés aux locataires du dispositif d'appartements de coordination thérapeutique « Un chez-soi d'abord ».

9.5. Pôle d'activité accompagnement médical et médico-social

9.5.1. Accompagnement à l'habitat et à la vie quotidienne

L'équipe pluridisciplinaire travaillera en lien étroit avec le pôle d'activité logement pour co-construire avec la personne son projet logement.

L'accompagnement dans ce cadre porte sur :

³² Suivant les territoires et les possibilités de captation, un logement est proposé au choix du futur locataire dans un panel d'au moins trois logements déjà captés par le gestionnaire ou les logements sont recherchés au fur et à mesure en fonction des choix du locataire.

- L'aménagement et l'appropriation de son logement,
- L'entretien,
- Le maintien dans le logement,
- La médiation avec l'environnement.

Il consistera en un apport d'information, un accompagnement direct qui sera évalué au cas par cas, et enfin un renforcement des compétences individuelles (respect de la dignité, réappropriation du quotidien et lutte contre la stigmatisation).

Un focus sur les points suivants sera proposé :

- Connaître l'ensemble des ressources disponibles du quartier tant pour les besoins de base que pour la vie culturelle et citoyenne,
- Connaître les rôles et missions des différents acteurs sociaux et sanitaires du droit commun et les savoir les identifier sur le territoire,
- Identifier les associations d'entre-aide et leurs activités,

Les professionnels devront :

- Evaluer la nécessité d'accompagnement de la personne dans les démarches, l'accès aux ressources financières, la gestion budgétaire et le renouvellement des droits,
- Evaluer ses besoins de déplacement pour l'accès aux différents services.

9.5.2. Accompagnement à la santé

Sur le volet de la santé, l'équipe intervient dans un objectif général de promotion de la santé physique et mentale. Pour cela, elle peut mobiliser les différentes dimensions qui vont du « prendre soin » au « soin » lui-même. Elle accompagne la personne à l'accès aux soins et vise à leur continuité tant sur le volet somatique que psychique, à la prévention, au dépistage et à la réduction des risques et des dommages. Une attention particulière sera portée à la question de la souffrance psychique.

L'équipe travaille en pluridisciplinarité et chaque professionnel participe à l'amélioration du bien-être de la personne. Les soins devront participer à l'objectif global du rétablissement, plaçant la personne comme actrice et experte de son propre parcours de santé.

La question du respect de la dignité de la personne, des limites de chaque professionnel face aux situations critiques, des refus de soin et d'absence de demande de soin seront envisagés dans des espaces de réflexion réguliers.

L'accompagnement par les médiateurs de santé pair sera valorisé ainsi que l'échange entre pairs y compris hors du dispositif (GEM par exemple).

Sur les dimensions du bien-être et de la prise en compte de la souffrance psychique, l'équipe sera particulièrement vigilante aux situations de changement (déménagements, emploi, situation familiale ou amicale, ...).

Il s'agit in fine de permettre à la personne d'utiliser les structures du droit commun disponibles sur le territoire (CMP, consultations libérales, centre de réhabilitation etc...). L'accompagnement par les professionnels du dispositif se fera en substitution ou en complémentarité avec le droit commun en tenant compte du choix de la personne, de l'évaluation de ses besoins d'accompagnement et de son état de santé. Ces deux modalités ne sont pas opposables et il existe un gradient entre les deux selon les moments du parcours de la personne. Il sera nécessaire avec l'accord et la participation de la personne de maintenir une coopération entre les différents acteurs participant à son parcours de santé.

L'accompagnement à la santé porte sur :

- Le soin et l'accompagnement aux soins : Les prestations apportées recouvrent le diagnostic, les prescriptions, la délivrance de traitement, les gestes infirmiers, l'accompagnement vers les consultations du droit commun, le suivi et la coordination des soins. Une évaluation médicale sera proposée mais en aucun cas imposée dans les premiers mois où la personne intègre le dispositif. Le médecin généraliste présent au sein de l'équipe pluridisciplinaire peut être, si nécessaire, médecin traitant de la personne.
- L'éducation à la santé, l'information, la prévention et le dépistage : cela concerne l'ensemble des champs avec en particulier un focus sur les traitements psychotropes et leurs effets secondaires, le suivi des pathologies chroniques, la réduction des risques et des dommages, les vaccinations et le dépistage proposé en population générale ou selon les besoins spécifiques.

9.5.3. Accompagnement à la vie relationnelle

L'équipe veillera à repérer les situations d'isolement, à les évaluer et à analyser leurs causes avec la personne. Il sera proposé si nécessaire un soutien pour développer ou maintenir des relations sociales épanouissantes, y compris dans le cadre de temps collectifs internes au dispositif ou sur d'autres lieux du droit commun (maison de quartier, GEM, etc...) afin de soutenir par ces rencontres le vivre ensemble. L'équipe pluridisciplinaire en lien avec la personne repèrera les personnes ressources et les aidants familiaux ou amicaux.

Une attention particulière sera portée au repérage des situations de vulnérabilité ou de violences subies ou agies par la personne et de non-respect de ses droits fondamentaux mais aussi de ses devoirs.

9.5.4. Accompagnement à l'emploi, la formation,

Pour soutenir les projets d'insertion professionnelle, un recueil des besoins en formation et d'accès à l'emploi en milieu ordinaire ou protégé sera systématiquement proposé ainsi qu'un accompagnement si nécessaire, en tenant compte du parcours antérieur de chaque personne, de ses expériences professionnelles et compétences acquises.

9.5.5. Accompagnement aux activités culturelles, citoyennes et de loisir

Il s'agit pour les équipes de susciter le désir et d'encourager la personne à aller vers des activités enrichissantes favorisant l'inclusion sociale.

L'équipe sera force de proposition sur un large choix d'activités disponibles dans la cité. Il s'agit d'ouvrir le champ des possibles et d'accompagner la personne à renouer avec des éléments de plaisir et d'espoir d'une vie satisfaisante selon ses propres critères.

9.5.6. Accompagnement à la sortie du dispositif

Comme indiqué dans le chapitre 8.5 du présent cahier des charges, la sortie du dispositif repose sur l'examen avec la personne d'un certain nombre de critères. Il n'y a pas de durée prévisionnelle à l'accompagnement mais sa pertinence devra être réévaluée au moins une fois par an avec la personne. Lors de la sortie, l'équipe informera les acteurs participant à l'accompagnement sauf si la personne s'y oppose.

•

• •

ANNEXE 7
Bilan 2019 du dépistage par TROD

Région :

2019	CSAPA	CAARUD	TOTAL
Nombre de structures			0
Nombres de demandes d'autorisation TROD			0
Nombres de structures autorisées			0
Nombre de TROD VIH réalisés			0
Nombre de TROD VIH positifs			0
Nombre de TROD VHC réalisés			0
Nombre de TROD VHC positifs			0

ANNEXE 9

Répartition régionale des ACT en nombre de places (colonnes à compléter)

Régions	Nombre total de places d'ACT installées au 31/12/2018	Nombre de places financées et restant à installer au 31/12/2018	Nombre total de places d'ACT installées au 31/12/2019	Nombre de places financées et restant à installer au 31/12/2019	Besoins de places d'ACT 2020	Besoins de places d'ACT 2021
Auvergne Rhône-Alpes						
Bourgogne Franche-Comté						
Bretagne						
Centre-Val de Loire						
Corse						
Grand Est						
Hauts de France						
Île-de-France						
Normandie						
Nouvelle Aquitaine						
Occitanie						
Pays de la Loire						
Provence Alpes Côte d'Azur						
Sous total Métropole						
Guadeloupe						
Martinique						
Guyane						
La Réunion						
Mayotte						
Sous total DOM						
TOTAL						